

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 225
VENDREDI 21 AVRIL 1950

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
INTERNATIONALE ANARCHISTE

Le numéro : 10 francs

L'eau bénite de Bidault
aura du mal à laver
les blessures des matra-
qués de Brest et de la
S. N. E. C. M. A.

La productivité

Le gouvernement vient d'officialiser le mot. Une Commission Nationale de la Productivité a été créée. Son but : rechercher le moyen de diminuer le prix de revient des objets, d'augmenter le volume de la fabrication sans en augmenter les charges.

Il existe plusieurs procédés pour augmenter la productivité. D'abord la modernisation de l'outillage.

Ensuite la réduction du gaspillage de temps ou de matière première.

Enfin l'augmentation de la cadence.

Or, il semble bien que lorsqu'on parle de productivité, de primes à la productivité, ce soit vers les travailleurs que les Pouvoirs publics clignent un œil complice !

Moderniser l'outillage, il est bien certain que ce problème ne concerne que les patrons ou l'Etat et que personne ne songe à demander aux ouvriers de se cotiser pour acheter des machines.

Diminuer le gaspillage de temps ou de matières premières, il semble bien que ce soit là un problème d'organisation intérieure et nous n'avons pas entendu parler de projets visant à remplacer les directions d'entreprise actuelles par les ouvriers.

Augmentation de la cadence. Cela en effet concerne les travailleurs. C'est le travail aux pièces, c'est la réduction du temps « gaspillé », autrement dit c'est intensifier l'effort des travailleurs, c'est accélérer l'usure de la machine humaine, c'est demander à ceux qui travaillent une dépense accrue d'énergie alors qu'il existe des chômeurs et des désœuvrés.

L'augmentation du rendement individuel, c'est le chômage, c'est-à-dire la diminution du volume des salaires.

Pour ne pas être un leurre, l'augmentation de la productivité doit être suivie d'une diminution des heures de travail, la mise à la disposition de la production de tous les outils et des éléments astreints à des tâches improductives. Les plans de production ne doivent pas être tributaires du profit mais des besoins.

Seule une économie libertaire peut faire de la productivité une arme d'évasion, en compensant le surcroît d'effort qu'elle exige par une augmentation des loisirs et en l'orientant non pas vers l'asservissement de l'homme à la machine, mais de la machine à l'homme.



Abonnez-vous

Nom :
Prénom :
Rue : N° :
Lieu :
Département :
déclare souscrire un abonnement au Libertaire pour une durée de
6 mois (1) 250 fr.
1 an (1) 500 fr.
et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561.76 Paris, Robert Joulin.

(1) Barre la mention inutile.
REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10 C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre
25 francs et la dernière bande

POUR LIQUIDER FRANCO la parole doit être donnée aux travailleurs

Certains autres, pour qui la liberté n'a pas de couleur et qui ne se nourrissent pas uniquement d'anti-stalinisme ont alors fait observer que les Russes n'avaient pas le monopole de l'oppression et qu'il y avait, à notre portée, en Grèce et en Espagne, de beaux terrains d'intervention pour les démocrates occidentaux avides de justice et de liberté.

A Brest

LA POLICE ABAT UN GREVISTE

A Brest la situation tendue depuis quelques jours s'est brusquement aggravée. La police a tiré ! Un homme a été abattu, 65 autres blessés dont 23 grièvement.

La brutalité policière a été si manifeste que ce n'est plus la C.G.T. seulement, mais toutes les organisations syndicales qui s'élèvent avec indignation contre la répression orchestrée par le jésuite Bidault.

Cette colère que nous ressentons tous, lorsque nous voyons une nouvelle fois des travailleurs matraqués, pourchassés, abattus par l'autorité capitaliste, ne nous empêchera pas de penser que la combativité de la classe ouvrière mériterait d'être employée à autre chose qu'à la « libération » d'un député arrêté pour violence, couvert par l'immunité parlementaire et risquant tout au plus huit jours de prison avec sursis si celle-ci est levée.

QUAND David Rousset a lancé son projet d'enquête sur les camps de concentration en U.R.S.S., on a fait remarquer que jamais les dirigeants russes n'accepteraient de soulever — fut-ce légèrement — le rideau de fer et qu'il était en conséquence impossible de faire quoi que ce soit en faveur des malheureux travailleurs russes. La situation nous dépasse — ont dit certains démocrates d'Europe occidentale — nous sommes impuissants !

Entre l'Espagne et nous, entre la Grèce et nous, pas de rideau de fer, pas d'armée rouge pour nous empêcher d'agir. Pourquoi donc ne pas commencer par là et prouver ainsi de façon éclatante que nous ne sommes pas plus pour l'oppression capitaliste que pour l'oppression stalinienne.

Les sévices de Franco contre les travailleurs antifascistes espagnols sont bien connus et n'ont plus à être prouvés : il y a quelques jours à peine 27 d'entre eux étaient condamnés à Ocaña à des peines très fortes, chaque semaine des hommes et des femmes sont exécutés pour délits politiques (1) et l'on sait officiellement qu'il y a dans les prisons d'Espagne environ 100.000 prisonniers politiques.

Comment les « Démocraties » peuvent-elles tolérer un tel état de choses, alors qu'il n'y aurait qu'un geste à faire, un simple encouragement à donner

au peuple espagnol qui se chargerait immédiatement de supprimer toute raison d'enquête en supprimant geôliers et prisons. Pourquoi ces démocraties n'ont-elles rien fait depuis 1945, date de la fin « officielle » du fascisme ? Pourquoi ne font-elles rien ? C'est qu'elles sont impuissantes, prisonnières, qu'elles sont de leur propre système. Il est dans la nature intime et profonde du capitalisme de faire passer les questions d'économie et de profit avant les questions de justice et de dignité humaine. C'est vrai pour les rapports entre individus d'une même nation, c'est aussi vrai pour les rapports entre nations. Le rideau de fer entre l'Espagne et nous c'est le capitalisme avec son réseau compliqué et sinueux des intérêts et des profits. Il est moins visible que le rideau qui nous sépare de l'Europe Orientale, il est tout aussi efficace !

Le "scandale" de Notre-Dame

Le Libertaire n'avait pas cru, la semaine passée, devoir intervenir à propos du « scandale » de Notre-Dame. D'une part, nous n'avions pas donné à cet événement toute l'importance qu'il acquiert, d'autre part, nous nous réservons de

donner notre point de vue après information et surtout d'intervenir dans la défense du jeune inculpé.

Mais la presse quotidienne ayant ouvert le débat, nous ne saurions attendre davantage.

L'information donnée dès le lundi par la presse quotidienne nous avait désagréablement surpris. Et nous sommes heureux qu'André Breton ait relevé dans *Combat* du mercredi « le ton patelin » avec lequel ce journal avait informé ses lecteurs en portant se, un jugement extrêmement partial, hostile au geste de Mourre et de ses amis.

Sur le fond d'abord : les quelques paroles qu'a prononcées Mourre étaient, n'en déplaise à Jean Paulhan, très vraies, très intéressantes, très profondes. Stigmatiser une Eglise dont l'inspiration est de renoncement, d'humilité, de refoulement, c'est défendre la vie, c'est affirmer la puissance et la jeunesse de la vie, c'est revendiquer pour la vie contre une morale d'interdiction, de limitation, d'atrophie. Et cela venait merveilleusement à point, alors que les magistrats renversés et les éblouissants sophismes des conférences du père Riquier touchaient à leur fin. Nous en traitons d'autre part.

Et puis, nous ne pouvons suivre Thierry Maulnier dans sa naïveté (?) interrogation : « Y a-t-il des gens de bon sens pour croire que les dangers qui menacent la liberté humaine et les puissances contre lesquelles il se serait honorable de lever l'arme du scandale ont leur trône dans les cathédrales ? ». Que Thierry Maulnier pense à l'Espagne — entre autres — qu'il s'informe. Le silence de l'Eglise de France suffit à sa culpabilité. Nous jugeons l'Eglise à ce qu'elle fait lorsqu'elle dément la puissance... Et même en France, Th. Maulnier est-il si sûr que l'Eglise ait cessé d'être un ennemi de la liberté ?

En tout cas, nous qui n'avons pas hésité à exécuter en Espagne un archevêque béni par les massacres d'ouvriers, nous sommes sans doute avec Nadeau aussi, les plus proches du geste de Mourre.

Nous ajouterons que, sans doute, comme le laisse penser Pauwels, les inquiétudes, les mal-pensants dans l'Eglise — et qui sait, peut-être justement des Dominicains ! — ne désavouent pas, au fond d'eux-mêmes, les paroles de Mourre, et son acte.

Venons-en donc, aux actes.

Justement, s'il y a, en l'Eglise, des injustices, donc en fait, des révoltes, des hérétiques (même s'ils le nient), ce sont des hommes qui ont le sens du scandale. Nous voulons croire — puisqu'on parle quelquefois de chrétiens révolutionnaires, de catholiques anarchistes — que ceux-ci auront été, au fond, d'accord et que l'opportunité de l'acte sera de peu de poids dans leur opinion.

Il est certain, d'ailleurs, que le geste de Mourre — nous n'osons l'espérer — aura remué l'opinion et



— De quoi se plaignent-ils ces anarchistes ? « Mon » Espagne aussi est noire et rouge !!!

Une conclusion s'impose. Les travailleurs doivent comprendre qu'ils ne peuvent faire aucun crédit aux Gouvernements, qu'aucune solution n'est à attendre des politiciens et des organismes du type O.N.U. Sur le plan international comme sur le plan national, c'est par leur action autonome, directe, qu'ils pourront arriver à des résultats.

Une œuvre immense de solidarité active, directe des travailleurs en faveur

du peuple espagnol se poursuit tous les jours au prix de mille sacrifices, impulsée magnifiquement par les exilés libertaires espagnols et soutenue par les groupes et fédérations anarchistes de plus de vingt pays différents.

Cette action obscure est en général méconnue. Parfois des actes plus spectaculaires viennent la relever comme ce fut le cas il y a quelques mois quand trois jeunes anarchistes italiens se rendirent maîtres de l'ambassade française de Gènes ou, les 8, 9 et 10 février dernier quand les comités des I.W.W. (2) contre Franco, avec l'aide de divers mouvements libertaires américains, organisèrent une démonstration massive devant le consulat français de New-York, ou encore récemment, au Mexique, la mise hors d'état de nuire d'un représentant de Franco.

Il y a là, tant dans la solidarité de tous les jours que dans ces démonstrations symboliques, les germes d'une action décisive. S'ils le veulent les travailleurs, deshérités et malheureux mais riches de fraternité et d'espoir, peuvent faire entendre leur voix et par leur intervention liquider Franco. Travailler pour libérer les victimes de Franco c'est travailler dans une large mesure à sa propre libération.

SAVOY.

(1) Pour plus de précisions voir les journaux du mouvement libertaire espagnol en exil : *Solidaridad Obrera*, *Avia*, *C.N.T.*, etc... (en vente au Libertaire).
(2) Industrial Workers of the World, syndicat libertaire américain.

122.762 francs !

Les travailleurs ont répondu à l'appel de leur journal. La quinzaine du Libertaire a rapporté 122.762 francs. Un des numéros du Libertaire, en retard, a pu être payé.

122.762 francs ! Un premier effort prometteur ! S'il continue, et il continuera, la menace qui pesait sur notre libre journal ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Dans la société actuelle, la liberté d'expression est un leurre. Seuls, des moyens financiers considérables autorisent la diffusion de la pensée, et seule la pensée conformiste dispose de ces moyens.

L'homme qui perçoit le

révolutionnaire et limiter ses efforts à son développement culturel est comparable au « sauveur votre âme » des chrétiens et synonyme d'égoïsme.

Seul l'acte confirme. Seul il porte des fruits. C'est pourquoi nous fai-

LA QUINZAINE DU LIBERTAIRE (du 9 au 15 Avril)

Gpe de Lille, 1.624 ; Lagoutte, 620 ; Boudou, 200 ; Ader, 100 ; Caral, 100 ; Sabatin, 500 ; X, 10 ; Prince, liste 37, 510 ; Paris Est, liste 39, 610 ; Paris Est, 80 ; Millot, 300 ; Lante, 100 ; Parane, 1.000 ; H et B, 200 ; Gpe Paris III et X, 1.000 ; Theuret, 50 ; Courlavioie, 500 ; Anonyme, 200 ; Chapron, 300 ; Streelandt, 50 ; G. Martin, 500 ; Deleuze, 1.000 ; Langen, 300 ; Martinez A., 1.000 ; Gardebois, 100 ; X, 10 ; Franco C., 500 ; Pons J., 100 ; Peince-

dé, 200 ; Seux, 500 ; Dhermy, 200 ; Labeche, 300 ; Daillan, 50 ; Gpe de camarades d'Ott-marshheim, 2.000 ; Lyaudet, 100 ; Cacho, 300 ; Anonyme, 200 ; Jehanne et Joseph, 200 ; Cosquer, 200 ; Suchet, 1.000 ; Gouque-net, 200 ; Fernandez Jeanne, 1.000 ; Bon R., 400 ; Serrée, 150 ; Mme Gil, 50 ; Busson, 118 ; Favaud, 50 ; Miran, 200 ; Gaby de Rennes, 500.

Redoublez d'efforts ! Sauvez votre journal !

danger inhérent au maintien des normes sociales actuelles et veut prendre part au combat ne serait-ce que pour se désolidariser d'un monde homicide et faire acte d'opposition, ne peut se suffire de gestes symboliques. Avoir une conscience

sons chaque semaine appel à nos amis, à nos lecteurs, à nos militants. Le « Libertaire » et la liberté d'expression doivent vivre. Vous tous vous vous en portez garants.

Robert Joulin
C.C.P. 5561-76 Paris

(Suite page 2, col. 2.)

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Le colonel Rémy a fait couler beaucoup d'encre. Son article à « Justice et l'Opprobre » publié par « Carrefour » a soulevé de nombreuses polémiques, et je m'en voudrais de ne pas apporter mon point de vue. Sur un seul passage, un passage ému, le voici : « Aux politiciens qui s'arrogent le droit de maintenir en prison un homme (Pétain) qui a été un des sommets de la gloire de la France, je pose la question simple : Existe-t-il chez nous quelqu'un d'assez qualifié pour interdire au vainqueur de Verdun le droit de révoquer encore une fois, de son vivant, cet assailli de Douaumont où, depuis plus de trente ans l'attendent ses soldats ? »

Je pense que la réponse appartient d'abord aux Anciens Combattants de Verdun.

Il a bien raison le Rémy, quand on parle de maréchal on ne peut pas parler de gloire et surtout d'assaili et de fidélité, même chez les machabées. Képi et bâton étoilé placés au faite des charniers, voilà bien les som-

OSSUAIRE

meets de la gloire. Douaumont, levez de Pétain, grand œuvre attend. Qu'il y aille ! Et que tous les fantômes se lèvent ! Quelle sarabande alors. Et quels cris, sur l'air des lampions : Pétain, le boucher Pétain, les fusilles pour l'exemple, Pétain à Montoire, Pétain-goupillon, Pétain. Nous voilà, nous les pauvres lâches qui avons marché avec les cœurs au cul, et le Pétain installé à 50 km, à l'arrière. Nous voilà nous les héros tombés la gueule en avant dans nos beaux uniformes, nœuds patriotiques vendus par les patriotes tisseurs de Roubaix ou de Lille. Nous voilà maintenant dans nos squelettes bien lisses, bien propres, décents, avec la phalange sur le tibia, un rire aussi profond que notre bêtise sur nos mâchoires brisées.

Pétain, Joffre, de Gaulle, Hitler, Staline, Churchill, grands chefs, grandes gloires, égarés.

A propos, est-ce bien la vieille ganache que veut le Rémy ? Mais non. Elle n'est plus qu'un symbole. Il s'agit de donner la parole aux « anciens de Verdun », à ceux des héros basques et des croix, à ceux qui portent sur leur poitrine des médailles. Et aux autres ! les jeunes-vieux qui réclament des épaulettes de sabres et des bruits de clairon, et des chefs vénérés pour se faire boier les fesses. Aux étonnés et leur sacré-cœur sanglant comme un petit Vietnamien empalé sur la baïonnette libératrice.

A tous les sadiques, les masochistes qui aiment les coups, à tous les cirqueurs de boîtes, à tous les agenciers, à tous les rumeurs, à toutes les brutes qui veulent écraser les hommes sous leurs talons glorieux.

OLIVE.

LE "SCANDALE" DE NOTRE-DAME

(Suite de la première page)

Face à une Église habilement conquérante, un geste brutal qui peut paraître maladroit est peut-être la meilleure réponse, le signal qui va faire sortir de la torpeur quelques existences.

Nous, anarchistes, qui avons l'habitude de voir nos réunions troublées par des équipes de jeunes fanatiques de l'Église catholique alors même que nous leur offrons la contradiction, nous comprenons mal pourquoi l'Église jouirait d'un privilège.

Est-ce à dire que nous allons, chaque dimanche, aller troubler un culte ? Non, sans doute, mais nous avons vu Mourre et ses camarades ont réalisé un espoir que bien des militants anarchistes ont souvent caressé. Cela encore nous rapproche de Breton et de ses amis. Ce n'est, que plus marqué que les « vandales » du dimanche de Pâques n'aient pas été des nôtres.

Empêcher les conformistes de tenir leur culte ? Non point, Pauwels. Mais une bonne fois, aller crier, enfin, que l'Église est malsaine, mortuaire et meurtrière est beau et sain. S'il y a eu, ce dimanche de Pâques maladroite et grotesque, cela revient aux fidèles prêts à lyncher Mourre et aux ridicules hallebardes que les Suisses ne manqueraient pas de brandir.

Qu'on ne parle donc ni de goujaterie, ni même de maladresse, d'hérésie ? Non plus. Mais de santé. Quelles que soient les raisons qui ont fait que Mourre ait quitté les Dominicains, quelle que soit, par ailleurs, la valeur, ou l'équilibre, de Mourre et nous n'avons pas ici à nous porter garant de sa personnalité.

Mais il est trop facile, sans doute, de traiter le « perturbateur » de déséquilibré ou de mauvais plaisant. Le serait-il que son geste serait une minute de clairvoyance et d'a-propos.

Nous sommes ici, prêts à engager la bataille pour que Mourre ne soit pas condamné en vertu d'un Code monstrueux. La répression n'efface rien. D'autres gestes pourraient suivre.

Un psychiatre a été commis pour examiner Mourre. Les conclusions du psychiatre inclinent à penser que le déséquilibré n'est pas l'inculpé. Voudrait-on (et nous savons que l'Église en est capable) éviter une condamnation scandaleuse et enfermer Mourre au fond d'un asile ?

On sort de prison plus facilement que de Saint-Antoine pour certains cas. Nous ne laisserons pas faire.

GEORGES.

Aux Auberges de la Jeunesse
CONSERVER
L'INDÉPENDANCE

Le C.L.A.J.P.A., en fonction des décisions issues du dernier Congrès de Puteaux, a participé à la création de la Fédération des Auberges de Jeunesse, au comité directeur de laquelle se retrouvent — comme par hasard — tous ceux qui affirmaient ne pas être satisfaits par le projet du Ministère. Nous espérons toutefois que ces bons apôtres ne se sont pas trop fait violenter.

Le M.L.A.J., représentatif à notre sens la meilleure formule pour une organisation de jeunes, gérant eux-mêmes leur secteur de loisirs, sans ingérence politique ou étatique.

Dans cette rubrique, nous signalons que la transformation du M.L.A.J. en C.L.A.J. fut le premier pas vers l'établissement vers laquelle il semble aboutir. La représentation de certaines organisations (dont nous ne disputons pas la valeur) dans les conseils d'administration était déjà une atteinte aux principes de la gestion et du contrôle direct. Nul, mieux que le résultat du Congrès de Puteaux, ne peut illustrer ce que nous avançons. Les voix qui détestaient les représentants de ces organismes ont complètement faussé le résultat du vote. Nous pouvons affirmer que sans ces voix, les Aijistes souverainement représentés s'opposaient à la Fédération d'Etat.

En 1946, pourtant, les Aijistes ont su, en s'opposant à la Fondation, faire échec à une caste de bureaucrates qui voulaient se substituer à la gestion par les usagers. En fait c'est ici que se joue la liberté. L'Etat, les politiciens et les bureaucrates ne peuvent tolérer de précédent exemplaire. Et l'Aijisme actuel, par ses méthodes, constitue ce précédent révolutionnaire. Par sa structure et son esprit, le M.L.A.J. et ses activités échappent à la tutelle des fonctionnaires, des techniciens, des contrôleurs que l'Etat traîne derrière lui. C'est un mouvement qui est appelé à prendre toujours plus d'influence dans les milieux « jeunes ». Les militants qui le composent décident tout seuls — comme des grands — ce qu'il convient de faire, quelle doit être l'orientation de leur mouvement. Une telle situation détonne dans l'Etat bourgeois. Cette jeunesse « tapageuse et turbulente », il faut l'assagir, la discipliner ; pour son bien, évidemment. Pour bien le montrer, on va lui donner des aides, des guides, des chefs, des techniciens, des farfelus, des fromagers, des inamovibles. On ne peut tout de même pas laisser toute cette jeunesse désemparée !

Allons, réfléchissez, camarades ! Ne voyez-vous pas l'immense duperie, dont après avoir été les complices inconscients, vous serez les victimes ?

Au travail ! pour l'indépendance !

La semaine prochaine :
REPONSE A LA « VERITE »

Les soucis de M. Bidault

(Suite de la première page)

le franc, grâce à des manœuvres boursières, accuse une ascension artificielle, et qu'il s'agit, sur le plan international, de renforcer la solidarité de la communauté Atlantique, où la guerre d'indochine bat son plein où des armes arrivent à Cherbourg, que l'on peut prendre sérieusement en considération des revendications ouvrières, et remettre en question un équilibre financier déjà menacé dangereusement. Ainsi l'intérêt de l'Etat-Patron

se confond avec celui du Patronat. Les deux n'ont qu'un désir : écraser asservir totalement les travailleurs.

La guerre d'usure qui se caractérise à Clermont et à Marseille entre ouvriers et patrons ne peut que tourner à l'avantage des seconds. Nous l'avons dit, nous le redisons : seule l'action violente, simultanée, immédiate, pourra faire triompher les millions d'hommes que les Bidault et Cie considèrent comme des serfs industriels. E. A.

Prolétariat intellectuel

V. — LE PROBLÈME ÉTUDIANT : LE MOUVEMENT F.E.R., LA SOLUTION

Dans la première quinzaine de décembre, des tracts sont apparus sur les murs de la Sorbonne et des autres facultés, ont circulé dans les amphithéâtres et ont été distribués à la sortie des cours. Ils expriment l'opinion d'un groupe de jeunes anarchistes, étudiants, ouvriers et syndicalistes qui proposaient aux étudiants deux choses : un mode d'organisation d'abord, une méthode d'action ensuite.

a) Un mode d'organisation : De l'avis des anarchistes, il ne peut y avoir de solution au problème étudiant que dans le cadre d'une organisation fédéraliste, étudiante, révolutionnaire.

Organisation fédéraliste, parce qu'il nous semble évident que la racine profonde du problème étudiant est l'inconséquence des étudiants, l'inconséquence qui trouve son origine dans la confusion sociale et dont la conséquence est la gestion des institutions étudiantes par des personnes incapables ou indifférentes, parfois les deux, en tous cas n'agissent pas sous le contrôle des principaux intéressés, les étudiants eux-mêmes. De ce fait, nous pensons que le seul moyen permettant de « réveiller » les étudiants est de les mettre en présence de leurs responsabilités, de les inciter à discuter eux-mêmes les pseudo-solutions en présence, à dégager un mode d'action constructif, cela directement, sans qu'il soit possible de décharger ces tâches sur de quelconques « responsables ».

Des rapports interindividuels plus étroits sont donc nécessaires pour que la libre confrontation des idées puissent être élaborées des prises de position, tenant compte des besoins de tous. En bref, nous nous refusons à ce qu'une

minorité (U.N.E.F., par exemple) prenne en charge ces confrontations et impose les décisions qui en découlent.

Organisation étudiante, en outre, parce que les étudiants ont des intérêts particuliers, à la fois en tant que consommateurs, qu'en tant que futurs producteurs. Il leur appartient, en effet, d'une part, d'assurer le contrôle de la gestion de toutes les institutions régissant la vie étudiante (facultés, restaurants, aubas, Sécurité sociale, etc., etc.), afin de les adapter à leur fonction.

La gestion directe aurait le triple résultat d'éliminer tous les parasites administratifs (doyens, recteurs, directeurs, inspecteurs, etc...), d'assouplir la structure de l'Université en l'ajustant aux réalités, plutôt qu'aux desiderata d'un ministre, de développer par l'exercice de cette responsabilité collective, le sens de la responsabilité individuelle. Il importe d'autre part que les étudiants préparent leur intégration dans la structure sociale, face aux obstacles accumulés devant eux, soit par des professionnels or-

repas, leur loyer, les transports, les inscriptions universitaires et opérèrent le sabotage scientifique de la vie sociale, surtout où cela sera possible. Un mouvement de révolte étudiante, collectif et concerté, pourrait être l'étincelle qui donnerait naissance à une flamme insurrectionnelle. (Des exemples historiques confirment ces vues : Quelle fut l'origine de la révolution russe ? De l'éveil syndicaliste en France à la fin du siècle dernier ? Du mouvement d'émancipation hindou ? Et à l'heure actuelle, agissant ou méconnaissant le rôle des étudiants dans la lutte antifasciste en Amérique centrale ?)

CONCLUSION

Nous avons vu qu'il est impossible de déterminer avec certitude si le sens de l'évolution de la mentalité étudiante sera positif. Nous constatons cependant, qu'en dépit de toutes les causes d'apathie que nous avons énumérées, une certaine inquiétude se fait jour. Nombreux sont ceux qui éprouvent un vif sentiment de malaise devant le caractère inexorable de la pression sociale. C'est ainsi que l'on a vu des étudiants se réunir en cercles d'études pour pallier à l'imperfection de l'enseignement, éditer des bulletins à l'usage des étudiants plus défavorisés et qui ne peuvent assister aux cours.

Dans tous les domaines, spontanément, des groupes à structure libertaire prennent naissance. Sur le plan des idées, de plus, l'objectivité de certains spécialistes des sciences de l'homme a une influence certaine : quotidiennement, des sociologues, des psychologues, des biologistes, des éducateurs, exploitent, à leur insu d'ailleurs, des notions de caractère anarchiste. Gageons que nombre de ceux qui, demain, seront des anarchistes conscients, sont aujourd'hui à mille lieux de donner ce nom à leurs conceptions les plus fermes. (Ne serait-ce que les promoteurs des maisons communautaires d'étudiants, qui ont montré et montrent encore tous les jours qu'en dépit de l'obstruction des pouvoirs publics, la gestion directe était réalisable.)

Il ne tient qu'à nous de coordonner ces différents courants. Déjà, par l'activité du F.E.R., des sympathies ont été éveillées. Sachons utiliser nos forces idéologiques. Propagons dans les milieux universitaires les notions de fédéralisme, de gestion, d'action directe, peut-être rencontreront-elles un écho que nous ne soupçonnons pas. Quel qu'il en soit, il est évident que la collaboration entre les jeunes travailleurs et les étudiants pour l'édification d'une société plus humaine est souhaitable et ne peut que hâter la prise de conscience du prolétariat en général, qui à l'heure actuelle est aussi bien intellectuel qu'ouvrier et que paysan.

(Fin.)

Charles DEVANÇON.

En vue de renforcer la coordination effective de notre action, nous demandons à nos lecteurs d'envoyer des lettres en rapport avec nous.

S'adresser au responsable aux questions étudiantes, Commission des Jeunes, 145, quai de Valmy, Paris (10°).

HOCHÉ MEURANT
n'est plus

Nous avons reçu samedi matin la triste nouvelle ; notre camarade Joulin, délégué du C.N. au Congrès de la 1^{re} Région lui avait rendu visite. Nous lui laissons la parole.

« Je m'étais fait un devoir au nom de notre Comité National de lui rendre visite. Et c'est ainsi que j'ai revu, une dernière fois, ce militant sans reproche. J'ai discuté encore avec lui de ce mouvement qu'il aimait tant et qui, jusqu'à sa dernière minute, demeura la raison de sa vie.

L'animateur du vieux « Germinal », organe de la Fédération du Nord du Mouvement Anarchiste, a succombé à la tâche. Nanti d'une force de caractère exemplaire, il me rappelait encore l'anniversaire de sa condamnation à mort, le 5 avril 1906 par le tribunal militaire d'Oran. Il passa 102 jours dans une cellule et devait par la suite donner toute sa force, toute sa foi à son idéal.

Hoché Meurant, militant accompli, était animé par un remarquable esprit d'abnégation et de solidarité.

Nos camarades espagnols se souviennent bien de lui ; pendant la dure mais combien belle épreuve de leur Révolution, il se sacrifiait pour n'importe quel militant à n'importe quelle heure de jour ou de nuit, offrant ses repas, donnant sur son maigre salaire le nécessaire pour protéger un camarade. Sa maison, c'était le sanctuaire où le militant pourchassé par la répression venait chercher toute la vigueur, toute la chaleur, toute l'espérance de la liberté. Sa maison, c'était le relais international de la fraternité anarchiste.

Il me rappelle quelques épisodes de la Révolution espagnole à laquelle il participa, l'organisation des collectifs, la défense de la Révolution, où tout était empreint de l'esprit de liberté, mais où chacun œuvrait pour sauvegarder l'œuvre constructive de la Révolution. Dans tous ses actes, prédominait le sens de l'organisation. Il ignorait l'esprit de boutique, de chapelle.

D'abord servir son idéal et en être digne.

Il n'a à aucun moment de sa vie démenti.

Puissions-nous, nous tous qui restons, être ses égaux dans notre vie de militants.

Nous nous en voudrions d'omettre dans cette activité intense, pour le Mouvement Anarchiste, l'aide si précieuse, si affectueuse, si confiante qu'il a rencontrée dans sa compagnie.

Qu'elle trouve ici l'expression de notre sincère amitié dans la douleur qui l'étreint.

LE C.N. DE LA F.A.

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1^{re} REGION
Service de librairie chez Laureys Georges, 50, rue Franciscan-Ferrari, à Fives-Lille Nord.

2^{re} REGION
CONSEIL REGIONAL

Nous rappelons aux militants que le Conseil Régional aura lieu le samedi 22 avril, à 14 h. 30, salle Lancry, 10, rue Lancry (10°).

AMIS DU « LIB »

Une bonne soirée vous attend ! organisée par la 2^e Région de la F. A., le Samedi 27 mai, à 20 h. 30.

Une sensationnelle soirée avec le concours de nombreux artistes, suivie d'un grand bal avec orchestre réputé.

PARIS-XIII. — Renseignements et adhésions. Écrire à Jean Griveau, 7, impasse Prévost, Paris (13°).

GRUPPE LOUISE MICHEL (18°). — Jeudi 20 avril, à 21 heures : Réunion de tous les militants. Présence indispensable.

ALFORTVILLE. — Le groupe se réunit tous les vendredis, à Malson-Alfort, 49, rue Jean-Jaurès. Autobus 101, descendre vers la gare.

LEVALLOIS - ENVIRONS, PARIS 17°. (groupe Durruti) — Prochain réunion mercredi 26 avril, 21 h., au « Vieux Normand » (face métro Rome).

GRUPPE DE LIVRY-GARGAN. — Réunion du groupe le lundi 14 avril, à 21 h., salle Noize, en face le stade. Autobus 147, arrêt MAIRIE, Causerie et organisation de la soirée.

Vendeurs du « Lib » !
Rendez-vous dimanche 23 avril, à 9 heures du matin, métro Père-Lachaise (surface), pour la vente concentrée.

propagande pour le 1^{er} mai. Adhérents et sympathisants sont priés d'y assister.

MONTREUIL. — Réunion tous les mardis, à 20 h. 45, café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris (Quintou Robespierre).

SECTION OUEST. — Un groupe du secteur lance un appel à la solidarité. Veu de l'un de ses membres actuellement dans une mauvaise situation. Adresser les fonds à Terpereau, 115, rue des Aubépines, Bois-Colombes (Seine), qui transmettra.

Le Congrès régional aura lieu à Lyon le dimanche 7 mai, 60, rue Saint-Jean. Les groupes sont invités à écrire au secrétaire régional.

LYON. — Manifestations du 1^{er} mai. Comme l'an dernier, nous avons l'intention de défiler en queue du cortège des syndicats derrière notre drapeau noir. Pour le rassemblement, lieu et heure, passer au siège café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, samedi 22 et 29 avril, à partir de 18 h. 30.

JEUNES LYONNAIS qui êtes intéressés par les questions sociales, le Cercle Études Sociales des Jeunes Anarchistes tient ses débats, ses livres discussions, sa documentation à votre disposition tous les jeudis soir, de 20 à 22 heures, dans son local, 33, rue des Charreux, Lyon (3°), Bourne, au 3^e étage, sous les toits.

LYON-CENTRE. — Permanence assurée le samedi 22-4-50, de 18 h. 30 à 19 h., au siège, café Bon Accueil, angle rue de Bonnel et rue Solleau.

SORTIE FAMILIALE CHAMPETRE (En cas mauvais temps, emplacement prévu.)

Aura lieu le Dimanche 23 Avril, à « Thurin dans le Rhône ». Pour s'y rendre, prendre le car, place du Petit-Change, « Cars la Flèche bleue ». Un seul départ le matin, à 9 heures moins le quart. Descendre à Thurin, la route sera fléchée jusqu'à l'emplacement. Pour tous renseignements, Camarade R. Tardif, Tél. F. 03-70, de 12 h. à 13 h. 30, à Lyon.

BOURDEAUX. — Permanence tous les dimanches, de 9 à 10 heures, au Service de Librairie, vieille Bourse du Travail, 42, rue Talaband.

CONGRES NATIONAL

Les rapports sur les différents points de l'ordre du jour du prochain Congrès National doivent parvenir au Secrétariat général pour le 25 avril. Passé ce délai, les rapports ne pourront être insérés dans le prochain « Liens ». Un effort sera cependant fait pour les rééditer sous forme d'annexes.

Nous demandons aux rapporteurs (groupes, commissions ou individuellement) présents ou non par le C. N., de faire diligence afin d'aider ainsi à la préparation du Congrès.

Le Comité National.

12^e Région
SAINT-HENRI-MARSEILLE. — Les camarades habitant la Vallée de Saint-Henri, dans le département de la F. A., doivent s'adresser : Permanence tous les samedis, de 18 à 19 h., dimanche, de 10 à 12 heures, Bar Sport, Saint-Henri. Demandez les camarades Signoret ou Coustinière.

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE. — Le groupe anarchiste « Liberté » informe les sympathisants de la localité que le groupe a constitué une bibliothèque et qu'elle met celle-ci à la disposition de tous ceux qui s'intéressent à l'anarchisme et aux questions sociales.

S'adresser pour tout ce qui concerne la dite bibliothèque et le groupe à Parodi, traversée des Fabreilles, à N-Dame-Limite, Marseille.

Conférences - Débats

PARIS XV. — Jeudi 20 avril, à 20 h. 30, salle du P.S., 31, rue du Général-Berret, métro Vaugrard. Sujets : Les Communautés de travail, par un délégué de l'Entente Communautaire.

Prière instante aux adhérents et sympathisants du secteur (7, 13, 14, 15, Vanves et Issy-les-Moulineaux) d'y assister. Entrée libre.

RÉUNIONS PUBLIQUES
ET CONTRADICTOIRES

2^{re} REGION
PARIS V^e ET VI^e

(Sacco-Vanzetti)

Vendredi 21 avril, à 20 h. 45
Palais de la Mutualité (Salle X)

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

Un jeune ouvrier, un Aijiste, un « jeune », un étudiant, nous exposeront leur point de vue sur les problèmes actuels.

MONTREUIL-BAGNOLET
Le 26 avril, à 20 h. 45

Café du Grand Cerf (1^{er} étage)
171, rue de Paris

MONTREUIL (Métro : Robespierre)
Capitalisme, Etatismes
et Institutions libertaires

par le camarade Zinopoulos

7^e REGION
BRIVE

Lundi 24 avril, à 20 h. 30
Salle du Cercle Intellectuel

Envers et contre
tous les politiciens
Vers le Socialisme
et la Liberté

Orateur : Aristide Lapeyre

8^e REGION
LYON

Samedi 6 mai, à 20 h. 30
Brasserie de l'Étoile, 1, cours Gambetta

La gestion ouvrière
est-elle possible ?

Orateur : Joyeux

MILITANTS DIFFUSEURS
DU « LIB »

Le 1^{er} Mai, les militants
sont priés de vendre le
« Lib » aux bureaux de
pointages syndicaux.

ganiats qui entendent conserver un monopole, soit par d'autres groupes économiques, politiques ou confessionnels qui s'engagent en défenseurs d'une société périmée. En fait, les conditions économiques pendant les études sont solidaires de celles qui contrôlent l'exercice de la profession. Elles sont commandées par les mêmes facteurs : le capital et l'Etat.

Organisation révolutionnaire, enfin, parce qu'il ne saurait y avoir de solution réformatrice valable : Si les étudiants se bornent, par exemple, à revendiquer une aide matérielle de l'Etat, que se passe-t-il ? En premier lieu, ils écartent toute action directe et limitent leurs efforts à essayer d'attendre parlementairement, de réaffecter. En second lieu, l'Etat peut très bien décider de se servir des universitaires. Ainsi, après les avoir réduits à la misère, il les achète par une prétendue générosité. Il est fort possible que les revendications soient satisfaites, que l'attribution d'un pré-salaire ou de primes rende privilégiée la classe d'étudiants. Ce serait au prix d'un asservissement des vœux des bénéficiaires. L'Université achèverait de se transformer en caste, où se feraient jouer les bassesses de la délation et de la servilité. Nous avons vu que c'était l'aboutissement logique de la voie choisie par les groupements dont nous avons parlé : étudiants catholiques, pontes de l'U.N.E.F., n'espèrent qu'en l'Etat, mais se demandent d'où viendrait l'argent qu'ils réclament ? L'Etat pressurerait encore plus les travailleurs ! Il est clair que si les étudiants se désolidarisent des masses laborieuses, ils n'ont pas grand-chose à attendre de l'avenir. Il faut qu'ils se rendent compte, de plus, que ne pas vouloir léser les travailleurs les conduit à acculer l'Etat à se détruire lui-même : que nos revendications soient sociales et l'Etat sera obligé de rendre au peuple les richesses volées, de disparaître, car il serait bien entendu qu'à toute tentative de faire supporter à d'autres le poids de l'amélioration de notre sort, répondrait une révolte de notre part. Remplaçons la lutte pour l'étatisation de l'enseignement par le combat pour sa socialisation. L'Etat ne représente que des bureaucrates et des politiciens ; notre action à nous doit aboutir à l'organisation coopérative de l'éducation, tenant compte des besoins et des possibilités des étudiants, des professeurs, des familles, des producteurs, des professionnels, harmonisés par l'intermédiaire d'une structure fédéraliste de la société.

Une méthode d'action : Il ne suffit pas, évidemment, d'élaborer des solutions pour faire œuvre valable ; il faut aussi réfléchir aux moyens de lutte, et les promoteurs du mouvement de F.E.R. n'y ont pas manqué. Quels sont donc les moyens dont disposent les étudiants, en particulier, une fois qu'ils ont admis le principe du fédéralisme étudiant révolutionnaire ?

Des buts révolutionnaires requièrent des méthodes révolutionnaires. Il ne s'agit plus de faire des pétitions ou d'aller visiter des parlementaires ; il ne s'agit même plus de faire une grève d'avertissement : les étudiants en seraient les premières et seules victimes. Il importe d'exercer une pression sur la société, et la lutte sera donc sociale et se jouera sur le double plan où se déroule la vie de l'étudiant : l'interruption totale de la scolarité, avec piquets de grève et intimidation des étudiants et professeurs réactionnaires, sera complétée par le refus concerté des devoirs sociaux. Les étudiants refuseront de payer leurs

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

« DES JEUNES PARLENT
AUX JEUNES »

CULTURE ET RÉVOLUTION

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉVOLUTION

La grève gestionnaire

III. - Les techniciens

La gestion ouvrière est d'abord la promotion générale des valeurs contenues par les routines.

par JOYEUX

NOS précédents articles avaient pour but de démontrer les nécessités d'un changement radical dans les méthodes de lutte des travailleurs, l'élévation constante du niveau moyen des connaissances des hommes permettant de considérer comme possible une transformation de l'organisation de l'économie.

Mais il est bien certain que ces lois découlant de considérations générales, de l'étude de l'histoire, de la technologie, de la philologie, de la philosophie voire de la sociologie n'ont de pénétration pratique que lorsqu'elles échappent à ce caractère général qui a guidé leur élaboration pour s'appliquer à des cas concrets et directement perceptibles à la masse des individus.

Il est évident par exemple, que les travailleurs atteints du complexe d'infériorité devant le « gigantisme » de leurs entreprises, cristallisent les sentiments confus qui les agitent lorsqu'ils se trouvent en présence de problèmes gestionnaires par une phrase dans laquelle se mêle le doute en leurs capacités personnelles et la méfiance quant aux intentions des cadres spécialisés.

« Oul, mais les techniciens, que feront-ils en cas de grève gestionnaire ? »

Le développement du machinisme, la multiplicité des découvertes et leurs applications à l'industrie, suivant un rythme de plus en plus accéléré a donné naissance à une catégorie de citoyens doués, dans une branche d'activité déterminée, d'un savoir supérieur à celui de la moyenne des hommes, savoir que leurs obligations professionnelles contribuent à augmenter continuellement, et qui par conséquent risquent de former une caste dans la communauté.

Et en même temps que se développait ce groupe humain nouveau, que les nécessités techniques faisaient privilégié, se développait autour de lui toute une « légende » qui le dotait, avec l'exagération qui accompagne généralement les phénomènes nouveaux et pas encore suffisamment étudiés, de possibilités illimitées, de vertus pouvant lui permettre de résoudre par son savoir tous les problèmes sociaux et obligeant les hommes dans l'impossibilité de se passer de son concours à accepter ses vues sur l'organisation de l'économie.

Il n'est pas rare d'entendre dire que les rapports entre l'homme et l'économie seront réglés suivant les intérêts particuliers « hiérarchiques » de cette nouvelle classe de « patriciens » et que la société de demain en épousera le contour, les règles, les classifications techniques ! C'est aller un peu vite en besogne et attribuer aux techniciens en tant que classe une capacité politique qui reste à démontrer et à laquelle la nature même de la profession s'oppose.

Jetons un regard sur les nécessités techniques actuelles, sans cesse en évolution et on s'aperçoit que le travail du technicien ne s'achève pas à l'usine, mais qu'il lui faut, s'il veut gravir les échelons qui au cours de sa vie active l'amèneront au sommet de la hiérarchie de sa catégorie, ce qui est son ambition suprême, s'imposer un surcroît de travail intellectuel qui ne lui laisse guère de loisir pour cultiver d'autres connaissances et en particulier celles qui échappent à sa spécialisation et qui ont trait à l'organisation générale des hommes.

Il est vrai qu'il existe une catégorie de techniciens qui échappe aux servitudes de l'usine et qui pourrait former une caste susceptible d'acquiescer à la capacité politique. Elle est composée de techniciens qui, au lieu de mettre leurs connaissances au service d'une entreprise, d'être des producteurs, se sont transformés en « conseillers », n'exercent pas réellement leur profession, mais tracent pour des groupements ou des organisations quelconques des plans de l'organisation de l'économie suivant l'intérêt ou le désir de ceux qui les emploient.

Ce sont des technocrates ! Nous les trouvons dans les grandes administrations (ne pas les confondre avec les fonctionnaires) de l'Etat, dans les conseils d'administrations des entreprises, dans les coulisses de partis où ils dressent les plans économiques lus aux assemblées par leurs « patrons ».

Il est bien certain que, sans souci de l'avancement hiérarchique leur carrière suivra la courbe de celle de leurs « employeurs », ils auront les loisirs, la liberté intellectuelle qui semble manquer au prolétariat laborieux en « blouse » pour penser et promouvoir un mouvement axé sur l'arrivée au pouvoir de cette classe nouvelle.

Mais en dehors même de la rivalité qui oppose ces deux branches issues d'une même souche, on peut voir par l'énumération faite plus haut, que dispersés entre des organismes rivaux, les technocrates ne forment pas une caste unie susceptible de conduire l'ensemble des techniciens, mais des équipes de mercenaires à la solde de groupements divers et que l'arrivée de certains d'entre eux à la direction des affaires n'est pas un succès de leur caste, mais de leurs patrons politiques, succès auquel ils participent naturellement.

Même lorsqu'ils jouent un grand rôle comme en Russie ils ne sont encore, eux les technocrates, que les agents des dirigeants réels c'est-à-dire des cadres non pas économiques mais politiques de l'Etat. Le bureaucrate fonctionnaire du syndicat ou du parti est plus que l'ingénieur dirigeant l'entreprise, le représentant de la classe de privilégiés et s'ils associent celui-ci dans le partage des bénéfices de l'exploitation des travailleurs russes il conserve pour lui seul le « pouvoir ».

Mais les techniciens, ceux qui exercent leur profession dans les entreprises, sont, en général, beaucoup plus préoccupés par le caractère mouvant de leurs connaissances, par les nécessités de l'avancement technique et hiérarchique que par des recherches philosophiques. Nous pouvons dire que seule une minorité est gagnée à la vie militante réelle et attachée à un parti politique et lorsque un technicien est dans ce cas, il ne reste pas longtemps dans l'entreprise et rejoint rapidement les cadres du parti en dehors de cette entreprise, il devient donc un technocrate. Ce qui ne veut d'ail-

leurs pas dire qu'il n'y ait pas d'exception à cette règle et que les techniciens réfractaires à la vie militante soient devenus des idées politiques et sociales. Mais lorsqu'on examine leur organisation syndicale, la C.G.C., qui les groupe en majorité, on s'aperçoit rapidement que

leur action ne dépasse pas l'intérêt corporatif du moment.

Et demain en présence d'une grève gestionnaire le technicien dans sa majorité régagnera l'entreprise !

Le souci de sa sécurité matérielle, la volonté de continuer l'effort qui doit l'emporter à la promotion désirée, et aussi le secret espoir qu'une défection à l'échelon supérieur lui permettra d'obtenir cette promotion qui, sans ce « coup de chance », aurait encore pu se faire attendre longtemps ou encore la crainte de voir son poste occupé pendant son absence, autant de facteurs qui joueront alors un rôle décisif.

Et cela quel que soit le doute qui pour-

rait planer sur le caractère de la rémunération. Tout simplement parce que en dehors de celle-ci, l'élévation dans la hiérarchie technique, assure des « avantages » incontestables : travail plus agréable, moins pénible, corporellement plus propre, sentiment d'ailleurs faux, de s'installer dans le fauteuil du directeur !

Mais examinons l'entreprise-type. Son personnel se divise en trois catégories distinctes. D'abord les manuels, puis la maîtrise intermédiaire, enfin le cadre supérieur.

En bien, on peut constater qu'à travers la période qui correspond à la vie moyenne d'un producteur, et dans les limites de ces catégories difficilement perméables, l'économie capitaliste recrute son personnel techniquement qualifié au sein des catégories inférieures.

Et si personne ne songe à remplacer l'ingénieur par le balayeur, tout le monde sait que le manoeuvre spécialisé a d'abord été manoeuvre, que le professionnel 3, c'est-à-dire l'ouvlier, a d'abord été P.1 et ensuite P.2, que les chefs d'équipes ont été recrutés parmi les ouvriers hautement qualifiés et qu'ils finissent fréquemment leur carrière comme contremaîtres. Au bureau de dessin on gravit également les échelons à long terme d'années et dans le cadre supérieur il est tout un échelonnage de postes qu'il faut reescalader avant la consécration suprême.

Non, en cas de grève gestionnaire, il ne s'agit pas de remplacer l'ingénieur par le balayeur, mais de combler les déficiences qui peuvent se produire dans les cadres, déficiences limitées comme nous l'avons expliqué plus haut, par une accélération de la promotion naturelle dans le régime capitaliste.

Remarque d'ailleurs que l'ouvrier qualifié ou le cadre qui attend cette promotion du régime capitaliste estime toujours qu'elle est trop longue à venir et que les interminables discussions des ouvriers dans les entreprises tournent autour du poste qu'ils considèrent comme devant récompenser leur valeur réelle et que la routine leur fait attendre.

La gestion ouvrière n'a pas comme prétention de faire d'un ignorant un homme de savoir, mais de précipiter cette promotion naturelle pour combler les vides, promotion que nos adversaires peuvent considérer comme prématurée mais qui se produirait à plus longue échéance dans le cadre même du régime capitaliste.

Et nous pouvons alors de bon droit nous demander pourquoi cet avancement normal en économie capitaliste peut être impossible, parce que plus rapide, en cas de gestion ouvrière, alors que la majorité des bénéficiaires dans le second cas estime qu'elle se fait trop attendre dans le premier.

Et à un camarade de chez Renault qui me disait :

— Je suis d'accord pour la gestion ouvrière, dis-moi vite ce qu'il faut que j'apprenne pour contribuer à sa réussite ?

Je répondis :

— En cas de grève gestionnaire je ne te demande pas de forcer ton talent, je te demande simplement de faire pour toi le même ouvrage que tu fais pour ton patron depuis vingt ans.

Mais encore, rétorquait ce camarade, s'il se produit des vides et que je sois obligé de les combler, que dois-je apprendre pour pouvoir être à la hauteur de ma tâche ?

Alors dans ce cas, il faut tout simplement te préparer à faire, non pas ce qu'il est en dehors de tes possibilités, mais ce à quoi tu aspirais depuis longtemps et que dans la gestion ouvrière tu n'aurais fini par accomplir qu'après de longues années d'attente et bien que tu sois persuadé de pouvoir l'exécuter de suite.

Non la gestion ouvrière ce n'est pas le balayeur remplaçant l'ingénieur / C'est le meilleur des P. 3 promu chef d'équipe, c'est le technicien du bureau d'étude qui « monte » à la direction technique, c'est le manoeuvre qui s'essaye à la routine du tour automatique, c'est un des chefs d'équipe qui prend la place du contremaître défaillant, c'est en un mot la promotion accélérée de valeurs tenues en laisse par les vieilles routines d'un monde économique vétuste.

Si le problème des techniciens est un problème qui mérite d'être étudié avec soin ce n'est pas un problème de caste, un problème de prédominance politique comme le croient trop de travailleurs atteints du complexe d'infériorité mais simplement un problème psychologique.

Si nous nous penchons sur l'exemple de la Russie de 1917, de l'Espagne de 1936, des démocraties populaires après la dernière guerre (et sans préjuger du jugement que l'on peut porter sur les résultats obtenus par ces régimes) on s'aperçoit que les transformations réelles qu'elles ont opérées dans l'économie traditionnelle ont pu être obtenues parce que les techniciens, non pas dans leur totalité mais dans une forte proportion, et pour les raisons énumérées plus haut et, malgré ces bouleversements de structure ont continué à accrocher leur blouse au même clou, tels les fonctionnaires de tous les régimes qui dans leur généralité sont les serviteurs fidèles des adversaires de leurs anciens maîtres.

C'est donc une erreur de considérer les techniciens comme un tout solidement soudé et prêt à désertir l'entreprise à la moindre tentative de gestion. Et en dehors de ceux de plus en plus nombreux susceptibles d'être gagnés à nos conceptions sociales, la majorité, par routine, par intérêt continuera à œuvrer dans les entreprises quel que soit le mode d'organisation économique.

L'enthousiasme que créent les transformations révolutionnaires, le goût des responsabilités, à la condition qu'elles soient librement déterminées, les connaissances acquises des hommes, voient les éléments permettant d'accélérer une promotion destinée à remplacer les autres.

La grève gestionnaire, la gestion directe posent des problèmes infiniment plus difficiles à régler que celui que nous venons d'évoquer. La coordination en cas de grève générale gestionnaire, les risques de répression de l'appareil répressif de l'Etat, autant d'écueils que nous étudierons prochainement. Mais auparavant nous examinerons dans un prochain article deux formes de gestion qui nous sont actuellement proposées.

LE CHRETIEN FACE AUX ATHEISMES

Les Conférences du R.P. RIQUET

Le R.P. Riquet vient d'achever le cycle de Conférences de Carême inauguré en 1946.

Le Chrétien face aux Ruines en 1946, le Chrétien face à l'Argent en 1947, le Chrétien face à la Vie en 1948, le Chrétien face au Pouvoir en 1949 avaient été d'astucieux et séduisants ensembles, mais dont le simple examen montrait qu'ils avaient pour but d'essayer de concilier le christianisme et les impératifs quotidiens d'une Eglise qui ne pouvait à la guerre opposer que la charité, sur le plan de l'Argent, que demander aux Riches d'être généreux, sur le plan de la Vie que de trouver de pénibles explications à une morale autoritaire et inhumaine, sur le plan du Pouvoir que respecter les Pouvoirs traditionnels, sauf s'ils s'opposent à celui de l'Eglise même.

Chaque année, après avoir donné l'impression qu'il ouvrait l'Eglise aux dimensions du monde moderne, après avoir invoqué la biologie, le socialisme, le mondialisme, après avoir critiqué violemment certains aspects du catholicisme, le Père Riquet, habilement, en revenant à la justification de la tradition de l'autorité. Les déclarations libérales enflammées ne faisaient que donner plus d'allure à ses conclusions réduites au fond à des vœux sans danger pour la structure de la société actuelle et son système de privilèges.

Il n'est pas inutile de rappeler cela à un moment où une sorte d'extrême-gauche révolutionnaire semble vouloir se distinguer de l'Eglise (nous ne parlons pas ici des « chrétiens progressistes » pro-staliniens) en combattant au besoin l'appropriation individuelle des moyens de production et les Pouvoirs. Il faut donc distinguer au plus vite les « chrétiens révolutionnaires » de l'espèce du genre Riquet, où tout n'est que « habileté et phrases ».

L'an passé, notre camarade A. Lapeyre avait fort bien démontré les contradictions dialectiques du Révérend Père à propos du pouvoir.

Arrêtons-nous quelques instants, cette année, sur « Le Chrétien face aux Athéismes ».

Nous n'avons pas le place ici de démontrer tous les sophismes rencontrés et de discuter certaines citations.

Nous passerons sur certains thèmes : le marxisme, surtout lorsqu'il prétend s'incarner dans l'Eglise stalinienne en combattant juste comme un rival et, parant au plus dangereux, le R.P. veut bien admettre la structure socialiste de la société. Mais, ce qu'il ne peut supporter, c'est une Eglise soutenue par une foi aussi violente que la foi catholique, une Eglise sans Dieu.

L'essentiel des conférences portait sur l'athéisme. C'est donc là que nous nous arrêtons.

Le Chrétien et l'Athée

Le Père Riquet n'hésite pas à condamner l'Inquisition (tout en laissant entendre que cette institution a pu avoir d'excellents effets, puisqu'il ajoute qu'il faut condamner ce passé « à tout le moins dans ce qu'il a pu comporter d'abus... »).

Mais le P. Riquet peut faire bon marché de l'Inquisition. Une arme plus sûre est à sa portée : l'annexion. Le P. Ri-

quet annexe les athées en faisant sien ce mot d'un philosophe : « Il n'y a pas d'athées, il n'y a que des hommes qui se refusent à reconnaître, dans l'image déformée qu'on leur en présente, le Dieu dont ils portent l'idée au fond d'eux-mêmes ».

Et le R.P. jésuite de parler avec indignation des « chrétiens médiocres, médiocrement vertueux, médiocrement charitables, médiocrement instruits ou médiocrement intelligents... ».

Il atteint presque le ton du sublime lorsqu'il reconnaît que, trop souvent, « la religion, la nôtre et les autres, sert à masquer, couvrir, protéger d'obscurités bassesses, d'immenses turpitudes, les calculs et les combinaisons d'un egoïsme, mesquin dans ses projets, lâche dans ses réalisations ».

Mais le R.P. n'en condamne pas moins « les athées triomphants, militants, agressifs » et aussi les athées par goût de la volupté et par peur d'une exigeante religion (les libertins).

Au fond, le R.P. veut bien être fraternel, mais avec seulement les athées qui ne sont que des chrétiens en puissance !

Quoi qu'il en soit, c'est, dans l'ensemble, un esprit de tolérance qui semble se dégager des Conférences du Père Riquet.

Il serait excellent que disparaisse un anticléricalisme désuet dont l'argument principal repose sur les horreurs et les crimes de l'Eglise. Il ne s'agit pas de laisser de côté les crimes de l'Eglise (qu'elle tend à reconnaître en les condamnant et en lui opposant son maintien de la civilisation à travers le Moyen Age) ou la mauvaise vie des prêtres (qu'elle reconnaît aussi en y opposant des vies exemplaires). Mais nous devons trouver à l'anticléricalisme des points d'application plus importants. Nous y viendrons tout à l'heure.

La Science et l'Eglise

Le R.P. Riquet, là encore, a voulu être beau joueur. Il a salué la Science et sa valeur. Mais avant de lui assigner ses limites, il a d'abord affirmé qu'elle devait tout à l'Eglise et que Galilée avait été, en somme, protégé par l'Eglise !

Comme quoi la tolérance ou l'auto-

critique apparemment les plus vives peuvent être des prétextes aux plus réels tourments !

Certes, ce n'est pas à nous, imprégnés de l'esprit de libre-examen de nier que les mérites aient été les gardiens de ce qui pouvait rester de connaissance dans le monde d'après les invasions. La plupart des exemples que cite le R.P. ne sont même pas à discuter et c'est une vieille fausse-histoire (tous les his-

toires du monde sont fausses) que le P. Ri-

quet annexe les athées en faisant sien ce mot d'un philosophe : « Il n'y a pas d'athées, il n'y a que des hommes qui se refusent à reconnaître, dans l'image déformée qu'on leur en présente, le Dieu dont ils portent l'idée au fond d'eux-mêmes ».

Et le R.P. jésuite de parler avec indignation des « chrétiens médiocres, médiocrement vertueux, médiocrement charitables, médiocrement instruits ou médiocrement intelligents... ».

Il atteint presque le ton du sublime lorsqu'il reconnaît que, trop souvent, « la religion, la nôtre et les autres, sert à masquer, couvrir, protéger d'obscurités bassesses, d'immenses turpitudes, les calculs et les combinaisons d'un egoïsme, mesquin dans ses projets, lâche dans ses réalisations ».

Mais le R.P. n'en condamne pas moins « les athées triomphants, militants, agressifs » et aussi les athées par goût de la volupté et par peur d'une exigeante religion (les libertins).

Au fond, le R.P. veut bien être fraternel, mais avec seulement les athées qui ne sont que des chrétiens en puissance !

Quoi qu'il en soit, c'est, dans l'ensemble, un esprit de tolérance qui semble se dégager des Conférences du Père Riquet.

Il serait excellent que disparaisse un anticléricalisme désuet dont l'argument principal repose sur les horreurs et les crimes de l'Eglise. Il ne s'agit pas de laisser de côté les crimes de l'Eglise (qu'elle tend à reconnaître en les condamnant et en lui opposant son maintien de la civilisation à travers le Moyen Age) ou la mauvaise vie des prêtres (qu'elle reconnaît aussi en y opposant des vies exemplaires). Mais nous devons trouver à l'anticléricalisme des points d'application plus importants. Nous y viendrons tout à l'heure.

Mais le R.P. n'en condamne pas moins « les athées triomphants, militants, agressifs » et aussi les athées par goût de la volupté et par peur d'une exigeante religion (les libertins).

Au fond, le R.P. veut bien être fraternel, mais avec seulement les athées qui ne sont que des chrétiens en puissance !

Quoi qu'il en soit, c'est, dans l'ensemble, un esprit de tolérance qui semble se dégager des Conférences du Père Riquet.

Il serait excellent que disparaisse un anticléricalisme désuet dont l'argument principal repose sur les horreurs et les crimes de l'Eglise. Il ne s'agit pas de laisser de côté les crimes de l'Eglise (qu'elle tend à reconnaître en les condamnant et en lui opposant son maintien de la civilisation à travers le Moyen Age) ou la mauvaise vie des prêtres (qu'elle reconnaît aussi en y opposant des vies exemplaires). Mais nous devons trouver à l'anticléricalisme des points d'application plus importants. Nous y viendrons tout à l'heure.

Nous passerons sur certains thèmes : le marxisme, surtout lorsqu'il prétend s'incarner dans l'Eglise stalinienne en combattant juste comme un rival et, parant au plus dangereux, le R.P. veut bien admettre la structure socialiste de la société. Mais, ce qu'il ne peut supporter, c'est une Eglise soutenue par une foi aussi violente que la foi catholique, une Eglise sans Dieu.

L'essentiel des conférences portait sur l'athéisme. C'est donc là que nous nous arrêtons.

La Science et l'Eglise

Le R.P. Riquet, là encore, a voulu être beau joueur. Il a salué la Science et sa valeur. Mais avant de lui assigner ses limites, il a d'abord affirmé qu'elle devait tout à l'Eglise et que Galilée avait été, en somme, protégé par l'Eglise !

Comme quoi la tolérance ou l'auto-

critique apparemment les plus vives peuvent être des prétextes aux plus réels tourments !

Certes, ce n'est pas à nous, imprégnés de l'esprit de libre-examen de nier que les mérites aient été les gardiens de ce qui pouvait rester de connaissance dans le monde d'après les invasions. La plupart des exemples que cite le R.P. ne sont même pas à discuter et c'est une vieille fausse-histoire (tous les his-

toires du monde sont fausses) que le P. Ri-

quet annexe les athées en faisant sien ce mot d'un philosophe : « Il n'y a pas d'athées, il n'y a que des hommes qui se refusent à reconnaître, dans l'image déformée qu'on leur en présente, le Dieu dont ils portent l'idée au fond d'eux-mêmes ».

Et le R.P. jésuite de parler avec indignation des « chrétiens médiocres, médiocrement vertueux, médiocrement charitables, médiocrement instruits ou médiocrement intelligents... ».

Il atteint presque le ton du sublime lorsqu'il reconnaît que, trop souvent, « la religion, la nôtre et les autres, sert à masquer, couvrir, protéger d'obscurités bassesses, d'immenses turpitudes, les calculs et les combinaisons d'un egoïsme, mesquin dans ses projets, lâche dans ses réalisations ».

Mais le R.P. n'en condamne pas moins « les athées triomphants, militants, agressifs » et aussi les athées par goût de la volupté et par peur d'une exigeante religion (les libertins).

Au fond, le R.P. veut bien être fraternel, mais avec seulement les athées qui ne sont que des chrétiens en puissance !

Quoi qu'il en soit, c'est, dans l'ensemble, un esprit de tolérance qui semble se dégager des Conférences du Père Riquet.

Il serait excellent que disparaisse un anticléricalisme désuet dont l'argument principal repose sur les horreurs et les crimes de l'Eglise. Il ne s'agit pas de laisser de côté les crimes de l'Eglise (qu'elle tend à reconnaître en les condamnant et en lui opposant son maintien de la civilisation à travers le Moyen Age) ou la mauvaise vie des prêtres (qu'elle reconnaît aussi en y opposant des vies exemplaires). Mais nous devons trouver à l'anticléricalisme des points d'application plus importants. Nous y viendrons tout à l'heure.

Mais le R.P. n'en condamne pas moins « les athées triomphants, militants, agressifs » et aussi les athées par goût de la volupté et par peur d'une exigeante religion (les libertins).

Au fond, le R.P. veut bien être fraternel, mais avec seulement les athées qui ne sont que des chrétiens en puissance !

Quoi qu'il en soit, c'est, dans l'ensemble, un esprit de tolérance qui semble se dégager des Conférences du Père Riquet.

Il serait excellent que disparaisse un anticléricalisme désuet dont l'argument principal repose sur les horreurs et les crimes de l'Eglise. Il ne s'agit pas de laisser de côté les crimes de l'Eglise (qu'elle tend à reconnaître en les condamnant et en lui opposant son maintien de la civilisation à travers le Moyen Age) ou la mauvaise vie des prêtres (qu'elle reconnaît aussi en y opposant des vies exemplaires). Mais nous devons trouver à l'anticléricalisme des points d'application plus importants. Nous y viendrons tout à l'heure.

Nous passerons sur certains thèmes : le marxisme, surtout lorsqu'il prétend s'incarner dans l'Eglise stalinienne en combattant juste comme un rival et, parant au plus dangereux, le R.P. veut bien admettre la structure socialiste de la société. Mais, ce qu'il ne peut supporter, c'est une Eglise soutenue par une foi aussi violente que la foi catholique, une Eglise sans Dieu.

L'essentiel des conférences portait sur l'athéisme. C'est donc là que nous nous arrêtons.

La Science et l'Eglise

Le R.P. Riquet, là encore, a voulu être beau joueur. Il a salué la Science et sa valeur. Mais avant de lui assigner ses limites, il a d'abord affirmé qu'elle devait tout à l'Eglise et que Galilée avait été, en somme, protégé par l'Eglise !

Comme quoi la tolérance ou l'auto-

LA PEINTURE Miguel G. Vivancos

C'est jusqu'au 29 avril 1950 qu'aura lieu à la Galerie Mirador : « Visions de France », peintures de G. Vivancos. Dans le dépliant édité à cette occasion par la Galerie Mirador, André Breton nous présente l'artiste en ces termes :

MIGUEL G. VIVANCOS

Comme au retour des belles promenades, l'enfant à califourchon sur les épaules de l'homme — en les croisant on va du regard de l'un à celui de l'autre pour n'en faire qu'un, et qu'il soit le regard même du bonheur — comme aussi ces fleurs-flammes, les giroflées, jamais si belles que hors de portée au faite des vieux murs, la peinture de Miguel G. Vivancos nous est une indiscernable leçon de candeur et de force. Le don qu'elle manifeste est bien plus que celui qui s'acquitte, à partir de la vie la plus intensément vécue, la plus haute possibilité de recommencement de la vie. L'enfant à jamais sur les épaules de l'homme, la crête ardente qui déjoue les ruines, c'est le regard de notre ami Vivancos qui fut tout à tout

chauffeur, docker, peintre en bâtiment, verrier, mineur, avant de se révéler aux côtés de Durruti, un des plus purs héros de la guerre d'Espagne (c'est au colonel libertaire Vivancos qu'est due, en décembre 1937, la prise de Teruel, c'est lui qui, à la fin de cette guerre en qualité de Commandant militaire de Pulgarcid organisa de manière impeccable l'évacuation de soixante dix mille républicains). Ce 14 avril 1950, jour anniversaire de la proclamation de la République espagnole qui a été choisi pour l'ouverture de son exposition, je tiens à l'honneur de saluer l'homme qui a défait momentanément de ses idées et cinq années de camp de concentration en France n'ont en rien abattu et dont le surprenant destin est de savoir chanter aujourd'hui comme nul autre ce qu'il suit de défendre : la simplicité d'un village, le printemps d'un maronnier, les vieilles pierres de l'histoire, le dôme en marche des oranges, les petits magasins qui rêvent et l'éblouissement philosophique des blés mûrs.

André BRETON.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Lenine et la Révolution, 40 fr. (50 fr.). — KARL MARX : Le Manifeste Communiste, 10 fr. (10 fr.).

« Etudes Anarchistes », n° 2, 3 et 5, le N° 40 fr. — « La Révolution Proletarienne », le N° 40 fr. — « Défense de l'Homme », le N° 40 fr. — « L'Unique », le N° 15 fr. — « L'idée libre », le N° 20 francs.

SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort 870 fr. (840 fr.). — A. ROESTLER : Le Zéro et l'Infinit, 240 fr. (270 fr.). — Le 909 et le Commissaire, 240 fr. (270 fr.). — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — J. VALTIN : Sans Patrie ni Frontière, 500 fr. (565 fr.). — M. CEYRAT : La Trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie

du Parti Communiste Français, 480 fr. (550 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Déportés en Sibérie, 295 fr. (325 fr.). — V. SERGE : L'Asie, 380 fr. (425 fr.).

— GUY VINATREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.).

REVUES

« Etudes Anarchistes », n° 2, 3 et 5, le N° 40 fr. — « La Révolution Proletarienne », le N° 40 fr. — « Défense de l'Homme », le N° 40 fr. — « L'Unique », le N° 15 fr. — « L'idée libre », le N° 20 francs.

SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort 870 fr. (840 fr.). — A. ROESTLER : Le Zéro et l'Infinit, 240 fr. (270 fr.). — Le 909 et le Commissaire, 240 fr. (270 fr.). — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — J. VALTIN : Sans Patrie ni Frontière, 500 fr. (565 fr.). — M. CEYRAT : La Trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie

(130 fr.). — Ida MITT : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — P. LAPEYRE : De Gaule tout, 25 fr. (35 fr.). — A. LORTUOT : Les Crimes de la Colonisation, 30 fr. (40 fr.). — HEM DAY : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — A. ROESTLER : Analyse d'un miracle : 800 fr. (895 fr.). — André et Doi PRUDHOMMEUX : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

Cette semaine, vous pouvez lire :

Vers un nouveau "JUIN 36" ?

LES messieurs casqués de la IV^e République, « grands, forts et bêtes », disait le préfet Lépine, viennent, commissaires en tête, de ramasser une petite raclée. Quelques bouillons et briques leur sont descendus sur le crâne, des étages de la S.N.E.C.M.A., boulevard Kellermann. Il paraît qu'ils ne sont pas contents. Ils sont tout de même là pour ça : pour une fois que leur patron les emploie, ils n'ont pas à se plaindre.

N'empêche que les ouvriers ont été contraints d'évacuer les locaux, et que trois mille d'entre eux vont être chômeurs. Quelques journaux établissent une relation de cause à effet entre le chômage et le fait que des ingénieurs allemands travaillent à la S.N.E.C.M.A. « sous contrôle français ». Nous ne tomberons pas dans cette facile démagogie : sans être dans le secret, nous supposons que ces ingénieurs ne sont pas trois mille. Ce n'est donc pas leur nombre qui provoque la mise à pied des ouvriers français.

Il y a autre chose de plus important. La S.N.E.C.M.A. est en difficulté depuis des mois. Les usines Bergougnan et Michelin sont en grève depuis de nombreuses semaines, mais les directions ne cèdent pas. La résistance ouvrière s'essouffle. A Brest, le bâtiment est en grève depuis cinq semaines et on n'aperçoit aucune solution. A Marseille, les dockers en sont

par **Fernand ROBERT**

au quarantième jour de lutte. Le Bon Marché dépose son bilan et s'apprête à licencier un important personnel. Nous arrivons à ce que nous avons prévu depuis 1946, et singulièrement depuis plusieurs mois : le chômage va brusquement atteindre le niveau de 1935-36. Mais pas une des organisations ouvrières ne met l'accent sur les 40 heures. Il n'est question que d'augmentations de salaires. Nous posons la question : que signifie ce redoutable silence ? Est-il possible que les travailleurs n'aient pas, comme nous, l'impression que « quelque chose ne va pas » ?

Par ailleurs, il est symptomatique que le prolétariat se résigne encore, après des semaines de grève, à continuer la lutte avec les vieux moyens. Nulle part, on ne tente de briser la résistance patronale par une quelconque gestion ouvrière. C'est la preuve qu'il faut encore travailler à répandre la « grève gestionnaire ».

Méfions-nous : il se pourrait que le terrain devienne rapidement propice à une ambiance « juin 36 ». Il faut être prêts. La machine craque à nouveau de tous côtés. Ce n'est pas encore cette fois qu'elle s'écroulera. Mais, du moins, faut-il en profiter pour l'entamer fortement.

Si nous allons à la bataille avec les vieilles méthodes, nous serons vaincus, soit par le capital, soit par la politique. Il est temps d'y penser.

LA FARCE DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES

NOUS avons dit et redit et répété et ressassé que les augmentations de salaires n'apportent aucune amélioration au sort de l'ouvrier. Nous avons même ajouté : au contraire. Par un paradoxe qui n'est qu'apparence, les augmentations de salaires se traduisent en définitive par une diminution du pouvoir d'achat prolétarien. En bref, donc, une augmentation de la paie équivaut bel et bien à une diminution de celle-ci. C'est un comble, disent les travailleurs. C'est naturel, répondons-nous. Et les organisations ouvrières, quelles qu'elles soient, le savent parfaitement. C'est pourquoi nous pouvons, chaque fois, leur reprocher de leur leur les cotisations, et, chaque fois, dire à ces derniers : « Vous êtes à nouveau bernés. » C'est encore pour cette raison que nous ajoutons souvent : « L'échelle mobile n'est qu'un palliatif, un succédané de victoire ; ce peut être l'épée de Damoclès ». Car les augmentations de salaires se retrouvent dans les prix de revient. Ce sont donc les consommateurs qui les supportent. Or, les travailleurs sont aussi des consommateurs. Par conséquent, leur situation reste inchangée, puisqu'ils supportent eux-mêmes la charge de cette soldant amélioration de leur sort.

Il semble qu'il n'y ait aucune issue possible à cette situation. En réalité, tout le monde sait ce qu'il faudrait faire, mais personne n'en veut parler autrement que sous forme de question imprécise. Il faudrait prendre sur les bénéfices capitalistes, mais ce serait toucher aux sacro-saints principes libéraux, qui ne sont que privilèges devant lesquels, cependant, les politiciens, comme les chefs syndicaux de tout poil, sont à genoux.

Nous n'allons pas, une fois de plus, expliquer en long et en large le mécanisme de l'affaire, fort simple en vérité. Il nous suffit de cette nouvelle preuve que nous apportent les journaux du 12-4-50 : « à la suite des augmentations de 5 % accordées au personnel, les tarifs du gaz et de l'électricité vont être modifiés. Les tarifs marchandises de la S.N.C.F. vont être augmentés. » D'où il ressort que les dernières grèves « pour les 3.000 francs », n'ont rigoureusement servi à rien. On ne nous en voudra pas de rappeler que nous l'avions prévu.

Nous avions dit qu'il eût beaucoup mieux valu se battre pour les 40 heures. Nous savons bien que, là encore, ce sont les travailleurs

eux-mêmes, en tant que consommateurs, qui auraient payé cette amélioration. N'empêche que c'est un progrès tangible, palpable, sensible à plus d'un titre.

Que diable, objectera-t-on, si tout ce que nous demandons ou obtenons se retourne en définitive contre nous, c'est donc que le patronat a raison ?

Parfaitement, il a raison. Il a raison, parce qu'il ne veut pas rogner sur ses bénéfices parce qu'il veut garder ses prérogatives, parce qu'il entend demeurer et agir dans le cadre du système capitaliste, libéral ou non. Il a raison parce qu'il est conservateur, c'est-à-dire routinier économiquement. Il a surtout raison parce qu'il est le plus fort. Fort de l'innérentable faiblesse intellectuelle ouvrière.

Mais ce qui le soutient le mieux, c'est le syndicalisme réformiste, qui refuse de voir plus loin que le bout de son nez, qui se contente précisément de réformes, refusant de s'attaquer au fond du problème, faisant chorus avec les champions du « tout n'est pas possible ».

Non, tout n'est pas possible dans le cadre du régime ACTUEL. Il n'y a, même, pas grand-chose de possible dans ce cadre. C'est pourquoi, si l'on veut vraiment modifier la condition ouvrière, il faut obligatoirement sortir du cadre. En sortant, c'est tout simplement renverser les notions acquises, c'est REVOLUTIONNER les coutumes. Il n'y a pas d'autre issue connue. Il n'est pas besoin d'être anarchiste, on révolte, pour y voir clair. Le

On nous écrit :

Draguignan, le 13-3-1950

Cher camarade Joulin,

En réponse à la quinzaine du « Lib » je t'envoie à ton compte Chèque 5561-76 Paris, la somme de 200 francs, car je comprends que les salariés sont en grève, et qu'ils ne peuvent alimenter la souscription habituelle. Quant à moi, je fais partie des non-salariés, et je profite de la circonstance pour répondre à la quinzaine du « Libertaire ».

Nous sommes, nous les non-salariés, le groupe de soutien, le groupe de combat et de choc de notre cher « Lib » qui est lui, le seul guide des salariés, le seul journal éclairant le prolétariat sur le véritable chemin de son émancipation.

Vont-ils enfin comprendre, ces ouvriers, qu'ils doivent faire marcher les usines pour leur propre compte, et non pour celui des capitalistes.

Dans cette attente, reçois, cher camarade, mon salut fraternel.

MABIRE.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

PAS D'UNION DES ETATS-MAJORS

Unité à la base

Si à son origine, la C.G.T.-F.O. prétendait poursuivre l'œuvre des « grands syndicalistes » de la Charte d'Amiens, elle ne s'embarasse plus, présentement, de telles billevesées. Tous ceux qui, dans l'aéropage de l'Avenue du Maine, présentaient certaines garanties de révolutionnaires, ou plus simplement de militants honnêtes, s'efforcent discrètement devant les supporters d'un réformisme de la plus belle eau ou bien profitent à leur tour de la curée.

La situation nouvelle, créée par la conjoncture économique et sociale dont ils sont les protagonistes, offre à ces syndicalistes abâtardis, d'allechantes possibilités de s'assurer, au sein des mouvements ouvriers, une place de premier choix.

Leur fébrilité à faire admettre le principe des conventions collectives, l'ardeur qu'ils déploient à défendre les « réalisations sociales » dites avancées, tels les comités d'entreprises et la Sécurité sociale, leur présence constante dans de nombreuses commissions bafoilluses et tracassières, et leur opposition systématique à tout ce qui n'émancipe pas de leurs tiroirs, sont des témoignages irréfutables de leur volonté de bureaucratiser l'organisation syndicale. Outre une rémunération appréciable et insolente, les pontes du réformisme y trouvent un apaisement à leur désir de paraître. Leur contact permanent avec les milieux les plus corrompus amène les inévitables « scandales » sur lesquels on met un pudique black-out. Le cas de Bouzanquet, « dé-

fenseur » de la classe ouvrière et actionnaire d'une société capitaliste, comment son « adversaire » Lunet, secrétaire central du P.C.F. et actionnaire d'une société capitaliste de Marseille, n'est qu'un symptôme, un produit de la dégénérescence de la C.G.T.-F.O. Et ce n'est

par **Roland DESAGIS**

pas par hasard que ce pape inamovible n'a pas été répudié ou condamné par ses collègues du Bureau Confédéral. Bien au contraire, ces derniers admettent cyniquement qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le fait d'être secrétaire syndical et actionnaire on même temps. Car poser le cas Bouzanquet, c'était poser celui des Jouhaux, Bothe-roux et Lafond, de toute la clique de laquais du porte-plume. Là aussi, la « loi du milieu » a triomphé.

A. Lafond dans « Force Ouvrière » du 13 avril 1950 déclarait : « Il faut parler entre patrons et représentants d'organisations syndicales agissant dans l'intérêt commun ou agissant dans l'intérêt bien compris des travailleurs... » C'est le comble de l'impudence ! Le premier devoir d'un syndicaliste n'est-il pas précisément de lutter contre le patronat jusqu'à son abolition ? Mais de syndicaliste, ces lamentables bavoux n'en possèdent que le nom, qu'ils se décernent eux-mêmes, bien hâtivement. Et c'est

mettre à même de comprendre, afin de tuer la peur de la révolution, qu'il la range.

« Ce faisant », nous n'avons pas conscience d'agir en jésuites. Nous avons plutôt l'impression que nous facilitons la tâche d'hommes dont nous voulons croire encore que subsiste en eux le désir de reprendre la route de la révolution, le moment venu. Nous nous plions, momentanément, aux impératifs de l'heure, mais nous n'abandonnons pas.

Ainsi, le syndicalisme reste, pour les militants qui savent ce qu'ils veulent — et le veulent — un MOYEN. Non pas de renverser la face des choses, car le syndicalisme seul n'y suffit pas. Mais bien le moyen de dégrader, sur le lieu même du travail, des dizaines de cerveaux à la fois, complètement obscurcis par quarante ans de tergiversations, compromissions, capitulations ; obnubilés par six années de dévotions forcenées et obligées au nouveau dieu, père de tous les camps de déportation.

René GUY.

pourquoi, quand Racine et Rousseau, des syndicalistes autonomes (F.N.S.A.) sous le faillacieux prétexte de l'antistalinisme, proposent l'unité organique avec ces gens, nous criions à l'inconscience ou à l'impudence. (Que ferait la C.N.T. dans l'Internationale assexuée de Londres ?). Pour nous, il n'y a pas plusieurs méthodes possibles pour réaliser l'unité du prolétariat. Un collage circonstanciel entre les états-majors ne résoudrait en rien le problème de l'efficacité des luttes. Bien mieux, malgré que nous le déplorions, nous estimons que le fractionnement actuel du mouvement syndical favorise beaucoup plus les minorités révolutionnaires, qu'une centrale monolithique ou totalitaire, où se retrouveraient péle-mêle tous les fosses, trop heureux, sous le couvert de l'unité, de sauvegarder leurs prébendes.

Certes, l'union des travailleurs est indispensable. Mais à l'unité des pontifes nous opposons l'unité à la base, sur le tas, sans équivoque, sans compromission. Et tant pis pour les fromagers verbeux de la lutte de classe.

Dans la banque

Les banquiers ont répondu le 31 mars, à la question qui leur était posée depuis le 17 février.

A cette date ils ne pouvaient répondre, ne sachant pas encore ce qui serait fait ailleurs (sic).

Maintenant qu'ils sont fixés (resic), ils répondent : 7 0/0, valeur 1^{er} février. Nous ne savons pas encore quelle sera la réaction des organisations syndicales, si ce n'est que ces 7 0/0 constituent pour elles une avance à valoir sur les nouveaux salaires professionnels, qui devront obligatoirement figurer dans les conventions collectives, article 4^{er} de la loi du 11 février 1950.

Mais tout ceci n'apporte pas aux employés ce qui leur manque : un salaire qui leur permette de vivre.

Fait symptomatique, jusqu'alors à peu près inconnu dans la profession : certains établissements ont dû avancer la date de la paie, tant il y avait de demandes d'acompte.

Dans notre numéro du 3 mars, nous dénonçons la collusion Patronat-Gouvernement en matière de salaires ; le déroulement des grèves nous a apporté la preuve que nous avions raison.

Partout, les ouvriers se sont heurtés à une décision « unitaire » Patronat-Gouvernement.

La banque n'échappe pas à la règle. Pour les banquiers, cette augmentation de 7 0/0 représente le maximum de ce qu'ils peuvent accorder, compte tenu des positions gouvernementales, etc...

Dans le même numéro, nous évoquons les accords Matignon, de sinistre mémoire ; dans certains centrales syndicales où la peur du stalinisme a fait boudier l'action, l'on envisagerait d'assez bon oeil la conclusion de nouveaux accords semblables.

Devant un tel état d'esprit, nous ne saurions trop mettre nos camarades de toutes les branches d'industrie en garde.

Face à cette collusion Patronat-Gou-

vernement, la classe ouvrière doit prendre elle-même ses responsabilités.

La grève générale, dont les centrales syndicales ne veulent pas, ceci pour divers motifs étrangers aux revendications ouvrières, doit être son arme.

Contre la hiérarchie ;

Pour les 40 heures, les 30.000 mensuels, l'échelle mobile !

LE GROUPE BANQUE.

P.S. — La correspondance doit être adressée au « Libertaire », 145, quai de Valmy. Nous avons reçu un certain nombre de lettres ; comme elles traitent de cas particuliers, nous y répondrons par lettre.

«Maigre» obligatoire

Il est une cantine d'un grand central téléphonique de Paris où s'est passé, le vendredi saint, un incident, à mon sens, fort regrettable.

Il y fut servi, pour le déjeuner, du poisson ou des œufs, au choix ; le soir, le même menu fut, de nouveau, présenté. Plusieurs jeunes gens, éprouvant le besoin d'un repas plus substantiel, protestèrent, demandant de la viande.

Il leur fut répondu : « Il n'y en a pas ». Mais, comme ils voyaient du jambon, ils insistèrent, et le refus le plus catégorique leur fut opposé par la Gérante. D'où discussion générale, propos acerbes de part et d'autre. Beaucoup de protestataires, travaillant en brigade de 12 heures à 24 heures, ne sont pas autorisés à sortir pour aller dîner au restaurant, et ils durent en passer par la caprice d'une cantine appartenant au service de l'Etat (qui se dit laïque) puisse imposer les rites d'une quelconque religion à ceux qu'elle a mission de servir, car je ne suppose pas qu'elle avait, pour ce faire, reçu des ordres de ses chefs.

Je ne pense pas que ce soit avec des abus de ce genre que la religion catholique arrive à se faire aimer.

FOREST.

A LA S.N.E.C.M.A.

Les camarades libertaires et sympathisants libertaires travaillant à la S.N.E.C.M.A., sont priés de passer jeudi matin au 145, quai de Valmy, à 14 heures ; dans l'impossibilité de se déplacer, écrire au camarade Joyeux, 145, quai de Valmy.

C. N. T.

MILITANTS, TRAVAILLEURS ET AMI

vous assisterez le

DIMANCHE 30 AVRIL

AU MEETING COMMEMORATIF

DU 1^{er} MAI

qui se tiendra à la Grande Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, et sera une affirmation internationaliste, avec la participation de plusieurs sections de l'Association Internationale des Travailleurs.

★

TOULOUSE-ESPÉRANTO

A partir du 19 avril 1950, un cours gratuit de langue internationale aura lieu chaque mercredi, de 21 heures à 22 h. 30 dans les locaux de la Maison des Syndicats, Cours Dillon, Toulouse.

PETITE CORRESPONDANCE

Nous prions le camarade Champod qui nous a écrit dernièrement de nous communiquer son adresse afin que nous puissions lui répondre.

La Gérante : F. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant

19, r. du Croissant, Paris-10

Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER !

Merci